



## Registre des intérêts

Nom : **BOLAY**

Prénom : **Nicolas**

Groupe : **UDC**

	Base légale	Intérêts
Obligation de signaler les liens d'intérêts	<p><b>Art. 8 (LGC)</b></p> <p><sup>1</sup>En entrant au Grand Conseil, chaque député indique au Secrétariat général :</p> <p>a) ses activités professionnelles ;</p> <p>b) les fonctions qu'il assume au sein d'organes d'administration, de direction et de surveillance de fondations, de sociétés, d'associations ou d'établissements importants, suisses ou étrangers, de droit privé ou de droit public;</p> <p>c) les fonctions permanentes de direction qu'il assume pour le compte de groupes d'intérêts importants, suisses ou étrangers;</p> <p>d) les fonctions qu'il assume au sein de commissions ou d'autres organes de la Confédération, de l'Etat et des communes vaudoises;</p> <p>e) les fonctions politiques importantes qu'il exerce.</p> <p><sup>2</sup>Les modifications intervenues sont communiquées d'office au Secrétariat général, au moins au début de chaque année civile.</p> <p><sup>3</sup>Le secret professionnel est réservé.</p>	<p>A : Maître Agriculteur, Contrôleur d'alpage CoBra</p> <p>B : Caissier pour le syndicat d'arrosage de Nyon et environ            Vice-président du Club de lutte Suisse de Nyon et environ            Membre de la société de Tir 300m de Genolier            .....</p> <p>D : Pompier au SDIS de Nyon site de Genolier avec le grade de Lieutenant, membre EM de site de Genolier            .....</p> <p>E : Président du conseil communal de Genolier            Vice-président UDC côte ouest            .....</p>
Publication et registre des liens d'intérêts	<p><b>Art. 9 (LGC)</b></p> <p><sup>1</sup>Le Bureau tient à jour le registre des indications mentionnées à l'art. 8. Celui-ci est public.</p> <p><sup>2</sup>Les députés qui ont des intérêts personnels et directs dans un objet traité par le Grand Conseil sont tenus de les signaler quand ils s'expriment à son sujet lors d'une séance du Grand Conseil ou d'une de ses commissions.</p>	
Obligation de signaler les liens d'intérêts	<p><b>Art. 3 (RLGC) (Art. 8 de la LGC)</b></p> <p><sup>1</sup>Est notamment considérée comme importante, au sens de l'article 8 de la loi sur le Grand Conseil, toute entité occupant plus de dix personnes ou ayant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 500'000 francs.</p>	

Publication et registre des liens d'intérêts	<b>Art. 4 (RLGC) (Art. 9 de la LGC)</b> <sup>1</sup> Le Secrétariat général du Grand Conseil est chargé, au début de la législature, puis, chaque année au mois de juillet, d'interpeller les députés et de leur fixer un délai pour établir les liens d'intérêts que la loi leur prescrit de signaler. <sup>2</sup> Les liens d'intérêts des députés sont publiés sur le site Internet du Canton de Vaud.
Publication et registre des liens d'intérêts	<b>Art. 5 (RLGC) (Art. 9 de la LGC)</b> <sup>1</sup> Le Bureau veille au respect de l'obligation de signaler les liens d'intérêts. Il peut sommer un député d'inscrire les indications requises ; si ce dernier ne s'exécute pas dans le délai fixé, le Bureau procède d'office à l'inscription. Mention en est faite au registre.
Publication et registre des liens d'intérêts	<b>Art. 6 (RLGC) (Art. 9 de la LGC)</b> <sup>1</sup> Chaque député est tenu, au cours des débats ou des séances de commission auxquelles il participe, de signaler ses intérêts et liens personnels et directs avant de s'exprimer sur un sujet en rapport avec lesdits intérêts ou liens. <sup>2</sup> Le président de séance ou le Bureau du Grand Conseil veille au respect de cette obligation et, le cas échéant, mentionne lui-même ces intérêts et liens, une fois que le député concerné a terminé son intervention.

Lieu et date :

Genève 10.11.19

Signature :

